

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension d'activité
pour les installations de la SAS BERNARD AGRICULTURE
situées rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY**

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1, L.512-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 autorisant la SAS BERNARD AGRICULTURE à exploiter des installations de stockage de céréales et d'engrais sur son site sis rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY ;
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 3 octobre 2008, 17 octobre 2014, 3 novembre 2015 et 11 mars 2021, fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS BERNARD AGRICULTURE, pour son établissement situé rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 mettant en demeure la SAS BERNARD AGRICULTURE de respecter certaines prescriptions applicables à son dépôt d'engrais à base de nitrate d'ammonium ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement du 11 mars 2022, suite à l'inspection réalisée sur le site le 11 février 2022 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement en date du 11 mars 2022, notifié en recommandé le 15 mars 2022, transmettant à la SAS BERNARD AGRICULTURE son rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de sanctions administratives, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le courrier de la SAS BERNARD AGRICULTURE en date du 28 mars 2022 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral précité ;
- VU le dossier de Porter à connaissance transmis par la SAS BERNARD AGRICULTURE le 7 avril 2022, portant sur le stockage d'engrais conditionnés en big-bag sur son site de la Gare ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas déferé à la mise en demeure du 4 novembre 2021 susvisé pour l'îlot de stockage n°3 de big-bags d'engrais situé à l'Ouest des cases 12 et 13, et que celui-ci est toujours situé à moins de 10 mètres des poteaux en bois de la charpente de la case n°12 ;

CONSIDÉRANT que le sol de l'îlot n°3 est constitué d'enrobé alors que le sol devrait être en béton ou équivalent, conformément à l'article 7.7.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ;

CONSIDÉRANT que les non conformités constatées concernent des règles de sécurité liées à la manipulation d'engrais classées et que le non respect de ces règles de sécurité est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Suspension des stockages d'engrais classés conditionnés à l'Ouest des cases de stockage

En application de l'article L.171-8.II.3° du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est tenue de suspendre les stockages d'engrais classés conditionnés situés à l'Ouest de la cellule vrac n°12 jusqu'à exécution des conditions imposées, notamment de porter à la connaissance de la préfète ces zones de stockages, de respecter les distances d'éloignement par rapport aux matières combustibles et de disposer de sols en béton ou matériaux équivalent.

Les engrais conditionnés sur ces zones devront être évacués sous un délai de **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Mise en demeure de disposer de sols incombustibles A1FL lorsqu'ils sont refaits ou pour les nouvelles aires de stockage

En application de l'article L.171-8.I du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé rue de la gare à SAINT-ANDRE-DE-CORCY, de réaliser sous un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, des sols présentant un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination et sans utiliser un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé, ou contenant du bitume lorsque le sol des stockages existants est refait ou pour l'aménagement de nouvelles aires de stockage, conformément aux dispositions de l'article 7.7.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

Article 3 : Recours

En application des dispositions de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Cette décision peut être déferée au Tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-ANDRE-DE-CORCY pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de la SAS BERNARD AGRICULTURE – 179 route de Trévoux – 01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY.
- et dont copie sera adressée :
 - au maire de SAINT-ANDRE-DE-CORCY,
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 12 avril 2022

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,



Arnaud GUYADER